



## Communiqué Final du Conseil des Ministres

*Libreville, le 12 août 2025*

Sous la Très Haute Présidence de **Son Excellence Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA, Président de la République, Chef de l'État, Chef du Gouvernement**, le Conseil des Ministres s'est réuni ce mardi 12 août 2025, à 10 heures précises, au Palais de la Présidence de la République.

À l'entame des travaux, le Conseil des Ministres a procédé à un examen attentif des conclusions issues du séminaire gouvernemental des 10 et 11 août 2025. Tout en saluant la dynamique nouvelle insufflée par le Gouvernement dans la mise en œuvre du projet de société « **Bâtissons un édifice nouveau** », le Conseil a souligné que cette impulsion devait désormais se traduire par une intensification des efforts, afin de transformer cet élan en résultats concrets et mesurables au bénéfice de la Nation.

Dans cette perspective, le Président de la République et le Conseil ont réaffirmé, avec force, leur soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'ajustement budgétaire, à condition que celui-ci préserve, en toutes circonstances, les couches sociales les plus vulnérables. Le Chef de l'État a souligné avec fermeté que l'action publique doit rester guidée par la volonté constante de protéger les populations, de soulager leurs difficultés quotidiennes et de leur ouvrir de réelles perspectives d'avenir. Pour atteindre ces objectifs, il a insisté sur l'exigence absolue d'une plus grande rigueur, d'une méthode irréprochable et d'un suivi-évaluation rigoureux de chaque décision et de chaque projet engagé par l'État.

Fixant résolument le cap, le Président de la République a réaffirmé que le redressement des comptes publics demeure un objectif prioritaire, pour se donner les moyens d'atteindre, à moyen terme, un taux de croissance d'au moins 10 %, soutenu par un secteur non pétrolier robuste, innovant et créateur d'emplois. Il a réitéré sa détermination à promouvoir la création de valeur ajoutée sur le territoire national afin de réduire significativement les exportations de matières premières à l'état brut, à élargir l'assiette fiscale en mettant un terme aux exonérations abusives, et à procéder à une évaluation rigoureuse des services

publics personnalisés, en évaluant leur viabilité et leur niveau de leur dépendance budgétaire, pour réorganiser ou supprimer ceux qui se révèlent improductifs, tout en adaptant leurs régimes de rémunération aux performances réelles.

Dans le même ordre d'idées, le Conseil s'est félicité des résolutions adoptées au cours de ce séminaire, structurées autour de quatre axes majeurs et revêtant une priorité absolue. Elles portent, d'une part, sur des mesures immédiates telles que la clarification du circuit des signatures pour fluidifier l'action administrative, la centralisation des communications internationales afin de garantir la cohérence et la souveraineté diplomatique, l'instauration d'un monopole étatique sur la production des agrégats pour contrôler les matériaux stratégiques, ainsi que la mise en place d'un Laboratoire national du BTP destiné à assurer la qualité des infrastructures.

D'autre part, elles comprennent des réformes structurelles à fort impact, notamment la refonte complète du système foncier avec la régularisation massive de 50 000 titres de propriété, la mise en œuvre d'une nouvelle politique nationale du logement accompagnée de la réforme de la SNI pour élargir l'accès à l'habitat, l'introduction d'un prélèvement fiscal automatisé pour moderniser la collecte des impôts, ainsi que l'obligation de stockage national des données afin de garantir la souveraineté numérique.

L'action gouvernementale devra s'articuler autour des secteurs prioritaires suivants : infrastructures routières, logement et foncier, souveraineté économique (SNT, agrégats), transformation numérique, éducation, agriculture, suivi-évaluation et réformes institutionnelles. Le financement reposera sur un dispositif combinant budget national, partenariats techniques et financiers, ainsi que coopération bilatérale et multilatérale.

Le Conseil a insisté sur la nécessité de mettre en place un cadre de suivi-évaluation robuste, comprenant un pilotage stratégique assuré par un **Conseil Présidentiel de Performance**, la levée régulière des blocages lors de la phase de coordination interministérielle et un monitoring permanent confié aux instances compétentes.

Ces décisions traduisent pleinement la vision présidentielle de « *Bâtir l'Édifice Nouveau* », à travers une action disciplinée, cohérente et

méthodique, plaçant le Gabon sur la voie du leadership régional en matière de souveraineté économique et de gouvernance moderne.

Poursuivant dans la même dynamique, le Conseil s'est félicité des premiers résultats constatés dans la livraison des chantiers publics, notamment ceux relatifs au logement de fonction des agents de l'État à l'intérieur du pays. Dans cette perspective, il a entériné l'orientation du Président de la République, qui a rappelé avec fermeté que tout agent public bénéficiant d'un logement attribué dans le cadre des programmes de construction en cours perdra le bénéfice de son indemnité de fonction correspondante. Cette mesure vise à mettre un terme aux cumuls abusifs et à garantir une gestion optimale du patrimoine immobilier de l'État, dans l'intérêt général et la discipline budgétaire.

Le Conseil a également validé le principe d'un pilotage intégré et rigoureux des finances publiques, reposant sur la mise en œuvre effective du Compte Unique du Trésor, un suivi budgétaire hebdomadaire, le recentrage des investissements sur les priorités nationales, le respect strict des engagements financiers, ainsi que sur l'accélération des procédures de création d'entreprises et le recours systématique à la médiation et à l'arbitrage pour restaurer la confiance des investisseurs. Il a par ailleurs acté qu'une réforme structurelle de la gouvernance des entreprises publiques sera conduite, avec une gestion unifiée et optimisée des participations de l'État.

La stratégie nationale d'endettement sera, quant à elle, actualisée afin de mobiliser les financements nécessaires aux projets structurants, tout en préservant la soutenabilité de la dette publique. Réaffirmant la nécessité de réformes profondes, le Conseil a exhorté le Gouvernement à s'engager avec discipline, courage et audace pour garantir la stabilité financière et assurer l'avenir du pays.

Dans le prolongement des actions engagées pour renforcer la souveraineté économique et promouvoir l'entrepreneuriat national, notamment celui des jeunes, le Conseil a décidé de réviser la réglementation sur les métiers réservés aux nationaux afin d'en garantir l'exercice exclusif par les Gabonais, y compris dans les secteurs émergents tels que le commerce numérique et l'entrepreneuriat moderne. Des rapports réguliers seront exigés pour en assurer l'application effective.

Abordant la question du commerce informel, le Conseil a constaté que ce secteur, bien que dynamique, échappe souvent au cadre légal et pénalise les entrepreneurs nationaux, en particulier les jeunes et les femmes. Une part importante de ces activités étant exercée par des opérateurs étrangers, le Conseil interdit désormais à ces derniers l'exercice de certaines activités de petite envergure : commerce de proximité, envoi d'argent non agréé, réparation de téléphones et petits appareils, coiffure et soins esthétiques de rue, orpaillage artisanal non autorisé, intermédiation informelle dans l'achat de récoltes, exploitation de petits ateliers ou machines de jeux sans enregistrement.

Cette mesure, mise en œuvre progressivement avec une période transitoire et l'appui des collectivités locales, vise à organiser et rééquilibrer le commerce informel, tout en accompagnant les opérateurs nationaux vers la formalisation grâce à des procédures simplifiées, un appui technique et fiscal, et des dispositifs de financement adaptés.

Toujours dans cette dynamique, le Président de la République a annoncé la création d'un **transitaire national** pour assainir et réorganiser un secteur actuellement marqué par des pratiques irrégulières.

Ces réformes visent un objectif central : **offrir aux Gabonaises et aux Gabonais, et en priorité à la jeunesse, les moyens de leur autonomie économique**, condition essentielle pour éradiquer durablement la pauvreté.

Enfin, le Conseil a confirmé que la **Fête de la Libération** aura désormais un caractère tournant entre les provinces. L'édition 2025, qui se tiendra le 30 août prochain, sera organisée dans la province de la Nyanga. Au-delà de l'aspect commémoratif, cette célébration sera l'occasion de dresser un bilan concret des projets lancés dans chaque province et d'en mesurer les avancées, traduisant ainsi la volonté de faire de cette journée un moment de vérité et de progrès tangible au bénéfice de toutes les populations.

## **PROJETS DE TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES**

### **MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DE LA DETTE ET DES PARTICIPATIONS, CHARGE DE LA LUTTE CONTRE LA VIE CHERE**

- *Projet d'ordonnance autorisant l'État gabonais à contracter un emprunt d'un montant équivalent à cent trente-huit millions sept cent mille (138 700 000) euros auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD).*

Ce prêt, signé le 18 juillet 2025, est destiné au financement du Projet de Développement Urbain du Gabon (PDUG) inscrit dans un vaste programme de Développement des Infrastructures du Gabon (PADIG).

- *Projet de loi de règlement 2023.*

En 2023, l'économie mondiale a été marquée par un ralentissement en raison de l'inflation élevée, la COVID-19 et des tensions géopolitiques notamment la crise immobilière en Chine et le conflit en Ukraine. Dans ce contexte, l'économie nationale a enregistré une régression du PIB réel de 2,4% contre 3% en 2022. Cette contre-performance provient de la baisse de l'activité du secteur hors-pétrole (1,9%) contre (3%) en 2022.

L'exécution de la loi de finances pour l'année 2023, arrêtée à 3 602,3 milliards FCFA, a montré des résultats contrastés. D'une part, un excédent de 1 320,6 milliards FCFA a été enregistré sur les opérations budgétaires, tandis que les opérations de trésorerie et de financement ont affiché un déficit de 516,3 milliards FCFA. Néanmoins, la comptabilité générale a présenté un résultat positif de 883,2 milliards FCFA, reflétant une gestion budgétaire globalement favorable.

Les recettes du budget général ont atteint 2 878,80 milliards FCFA, dépassant les prévisions grâce à un taux de recouvrement de 132,99%. Ces réalisations ont été principalement portées par les recettes fiscales et les autres sources de revenus. Les dépenses budgétaires, quant à elles ont été exécutées à hauteur de 1 642,14 milliards FCFA, soit 84,48% des prévisions, avec une attention particulière portée sur les emprunts extérieurs courants et les charges financières de la dette, au fonctionnement et aux investissements.

Malgré une bonne exécution des dépenses générales, les dépenses d'investissement sur ressources propres ont été moins performantes, atteignant seulement 45,04% des prévisions. Les projets financés par des ressources extérieures ont, pour leur part, enregistré un taux d'exécution de 105,79%.

Sur le plan de la trésorerie et du financement, les ressources mobilisées ont atteint 1 454,39 milliards FCFA contre une prévision de 1 152,91 milliards FCFA, mais les charges correspondantes ont été exécutées à

un niveau supérieur, entraînant un déficit notable. Les principales composantes de ces charges incluent les amortissements de la dette extérieure, les prêts bancaires, et divers autres engagements financiers.

- *Projet d'ordonnance portant création, attributions et organisation de la Centrale d'Achat du Gabon*

Le Conseil des Ministres a adopté le projet d'ordonnance portant création de la **Centrale d'Achat du Gabon (CEAG)**, société d'économie mixte détenue à 37 % par l'État et à 63 % par des opérateurs nationaux du secteur de la distribution. Placée sous la tutelle technique du Ministère de l'Économie et des Finances, la CEAG aura pour mission d'acquérir, stocker, transporter et distribuer des biens essentiels, notamment les denrées alimentaires, les matériaux de construction et autres produits stratégiques.

Cette initiative vise à mutualiser les volumes pour réduire les coûts, négocier directement avec les pays exportateurs stratégiques, aménager des corridors logistiques prioritaires, contrôler les hausses excessives sur les produits essentiels et initier une dynamique de souveraineté alimentaire.

Créée sous forme de société anonyme dotée de l'autonomie de gestion, la CEAG s'inscrit dans la vision du Président de la République pour lutter contre la vie chère, renforcer la souveraineté économique et protéger le pouvoir d'achat des Gabonais.

- *Projet de décret portant approbation des statuts de la Centrale d'Achat du Gabon.*

Le Conseil des Ministres a adopté le projet de décret portant approbation des statuts de la **Centrale d'Achat du Gabon (CEAG)**, société d'économie mixte placée sous la tutelle du Ministère de l'Économie et des Finances.

Conformes aux dispositions de l'OHADA applicables aux sociétés anonymes, ces statuts définissent les attributions de la société, l'organisation et le fonctionnement de ses organes de gouvernance, ainsi que les règles de gestion administrative et financière.

Leur approbation par décret en Conseil des Ministres permet de rendre effective l'organisation et le fonctionnement de la CEAG.

## MINISTERE DE LA REFORME ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

### - *Projet d'ordonnance portant réorganisation de Gabon 24.*

Le présent projet d'ordonnance élaboré en application des dispositions de l'article 99 de la Constitution s'inscrit dans la dynamique de modernisation de l'administration publique et de renforcement des outils de communication de l'État, en cohérence avec la réorganisation de la Présidence de la république conformément au décret n°0235/PR du 8 mai 2025.

Cette ordonnance vise, la nécessité pour Gabon 24 de s'adapter structurellement et juridiquement aux nouveaux enjeux et standards internationaux de communications, aux fins de s'arrimer à l'évolution du paysage médiatique contemporain, caractérisée par une demande croissante d'informations en continu et la diversification des supports. Ainsi, érigé en Établissement Public à caractère Industriel et commercial, Gabon 24 jouit dorénavant d'une autonomie de gestion financière tout en maintenant un rattachement stratégique à la Présidence de la République.

### - *Projet d'ordonnance portant Code de Nationalité*

Ce projet d'ordonnance vise à moderniser et harmoniser les règles relatives à la nationalité gabonaise, en remplacement de la loi n°37/98 du 20 juillet 1999. Il répond aux évolutions sociopolitiques, aux engagements internationaux du Gabon et à la nécessité de renforcer la sécurité juridique et la souveraineté nationale.

Le texte définit les conditions d'attribution, d'acquisition, de perte, de déchéance, de réintégration et de renonciation à la nationalité. Il introduit des définitions précises, garantit l'égalité entre hommes et femmes, prévient l'apatridie, renforce les critères d'assimilation et encadre strictement la naturalisation.

Parmi les innovations figurent la reconnaissance encadrée du cumul de nationalités, le contrôle renforcé contre l'indignité ou la menace à l'ordre public, et la prise en compte de situations spécifiques (adoption, mariage, naissance au Gabon, services exceptionnels).

L'adoption de ce Code permettra une application plus claire, la protection accrue des intérêts de l'État, la prévention des fraudes et l'alignement sur les standards internationaux.

- *Projet d'ordonnance portant amnistie générale*

Le présent projet d'ordonnance, pris conformément aux articles 99 et 170 de la Constitution, a pour objet d'accorder une amnistie générale aux auteurs, coauteurs et complices, militaires ou civils, impliqués dans les événements survenus au Gabon entre le 29 août et le 04 septembre 2023, ainsi qu'aux faits liés à la tentative de coup d'État du 7 janvier 2019.

L'amnistie couvre les infractions de droit commun et celles contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'État liées à ces événements, y compris les fautes passibles de sanctions disciplinaires ou professionnelles. Elle exclut toutefois les infractions économiques, les violations graves des droits de l'Homme, ainsi que les infractions étrangères aux événements précités.

Ses effets sont l'extinction de l'action publique, l'effacement des condamnations, la cessation des peines et incapacités subséquentes, et la libération des personnes détenues pour ces faits. Elle interdit également toute mention résiduelle dans les dossiers administratifs ou judiciaires.

Ce texte vise à contribuer à l'apaisement et à la réconciliation nationale en tournant définitivement la page de ces événements.

**MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE**

- *Projet d'ordonnance portant modification de la loi n° 004/98 portant organisation générale de la Défense Nationale et de la Sécurité Publique*

Aux termes des articles 24, 25 et 26 de la loi, tels que modifiés par la présente ordonnance, les Forces de sécurité et de défense comprennent désormais les Forces de Police nationale, l'Administration des Douanes gabonaises, la Sécurité pénitentiaire et le Corps des Eaux et Forêts.

Ces entités sont placées sous la tutelle directe du Ministre chargé de l'Intérieur, tout en demeurant, pour l'exercice de leurs attributions sectorielles, respectivement rattachées au Ministère de la Justice pour ce qui est de la Sécurité pénitentiaire, au Ministère chargé de l'Économie s'agissant de l'Administration des Douanes et au Ministre chargé des Eaux et Forêts pour le Corps des Eaux et Forêts.

En application des nouvelles dispositions légales, ces corps sont érigés en corps paramilitaires. À ce titre, ils concourent, conjointement avec les

Forces de défense de première catégorie, à la sauvegarde de l'ordre public et à la préservation de la sécurité nationale.

Cette réforme consacre une avancée significative dans la modernisation de l'appareil sécuritaire et la rationalisation des forces paramilitaires, renforçant la capacité de l'État à faire face aux enjeux stratégiques de souveraineté, à assurer la protection des ressources nationales et à intensifier la lutte contre les trafics illicites.

## **MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE ET DE LA DECENTRALISATION**

- *Projet de décret fixant les modalités du bulletin de vote pour l'élection des députés et l'élection des membres des conseils départementaux et des conseils municipaux de l'année 2025.*

Conformément aux dispositions de l'article 89 de la loi n°001/2025 du 19 janvier 2025 et sur présentation du Ministre, le Conseil a examiné et adopté le projet de décret, fixant les modalités relatives au bulletin de vote pour l'élection des députés et l'élection des membres des conseils départementaux et des conseils municipaux de l'année 2025.

Aussi, pour l'élection législative, institue-t-il un bulletin de vote sur lequel figurent les noms, prénoms et photographie du candidat titulaire et son suppléant.

Pour l'élection des membres des Conseils départementaux et des Conseils municipaux, le bulletin de vote contient le candidat tête de liste et ses colistiers.

En outre, le bulletin de vote comporte les signes distinctifs permettant d'identifier les candidats indépendants ainsi que ceux présentés par les partis politiques ou groupements de partis légalement reconnus.

## **MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DE LA DIGITALISATION ET DE L'INNOVATION**

- *Projet d'ordonnance réglementaire de la Digitalisation en République Gabonaise.*

Le présent projet d'ordonnance pris en application des dispositions de l'article 99 de la Constitution institue et réglemente la Digitalisation en République Gabonaise.

Le cadre visé par cette Digitalisation englobe tous les domaines de la Société Gabonaise afin de simplifier les procédures et rapprocher les

services administratifs du citoyen et permettre le développement des opportunités économiques et sociales dans tous les secteurs de l'État conformément aux dispositions des textes en vigueur.

## **EN MATIERE DE POLITIQUE GENERALE**

### **MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET CHARGÉ DE LA FORMATION CIVIQUE**

Le Conseil des Ministres a examiné le projet de calendrier scolaire 2025-2026, organisé sur **neuf mois** et structuré en **trois trimestres** de onze semaines chacun, soit **32 semaines de cours** et **5 semaines d'examens nationaux**. L'enseignement est réparti en **paliers** : cinq au primaire et six au secondaire, alternant quatre semaines de cours et une semaine d'évaluation-remédiation.

- **Rentrée administrative** : du 25 au 29 août 2025 pour les établissements publics et privés, le 2 septembre pour les écoles publiques conventionnées.
- **Rentrée effective des classes** : 1er septembre 2025 (public et privé), 2 septembre (écoles conventionnées).
- **Fin d'année** :
  - o 30 mai 2026 pour les classes sans examen (public/privé)
  - o 25 juin 2026 pour les écoles publiques conventionnées
  - o 4 juillet 2026 pour les classes à examen et établissements à programme international.

Le calendrier détaillé des examens et concours sera fixé par décision ministérielle. La rentrée 2026-2027 est prévue au **1er septembre 2026** (public/privé) et au **2 septembre 2026** pour les écoles conventionnées.

### **MINISTÈRE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE ET DE LA DECENTRALISATION**

Le Conseil a déploré l'absence de visibilité et de contrôle effectif par l'État des activités de jeux de hasard, marquée par l'exercice illégal de ces activités par de nombreux opérateurs, le non-respect de la réglementation en vigueur, l'implantation non autorisée d'intégrateurs privés, l'opacité des flux financiers, l'utilisation de moyens de paiement illégaux en zone CEMAC, ainsi que des conflits d'intérêts entre opérateurs et prestataires de paiement.

Pour y remédier, le Gouvernement a décidé de **mettre en place un**

**intégrateur-agrégateur national, confié à la société de droit gabonais e-Tech SAS dans le cadre d'un Partenariat Public-Privé avec un partenaire canadien.** Cette plateforme permettra une régulation complète du secteur, la traçabilité des flux financiers, la garantie des gains des parieurs, l'optimisation de la fiscalité, la création d'emplois locaux, le suivi des risques d'addiction et une meilleure protection des acteurs.

Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de digitalisation des trois catégories de jeux de hasard au Gabon, voulue par le Président de la République, Chef de l'État, Chef du Gouvernement, et n'entravera pas le fonctionnement des entreprises déjà en activité.

## **MINISTERE DE L'ACCES UNIVERSEL A L'EAU ET A L'ENERGIE**

Sur présentation du Ministre, le Conseil a pris acte de la communication relative à l'état critique actuel du Service Public de l'Eau potable et de l'Énergie dans le Grand Libreville et l'intérieur du pays ainsi que de la situation du financement de ce secteur.

## **MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS**

Le Conseil des Ministres a pris bonne note de la communication faite par le Ministre au terme de la mission qu'il a effectuée à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 21 au 24 juillet 2025 pour apprendre de l'expérience ivoirienne en matière de déploiement de la TNT en vue d'une implémentation adaptée et durable au Gabon.

## **MINISTERE DE LA SANTE**

Le Conseil des Ministres s'est réjoui du succès rencontré par notre pays à l'Exposition Universelle d'OSAKA 2025 s'est tenue à Osaka au Japon, du 27 juin au 02 juillet 2025 sur le thème « *la biodiversité gabonaise, solution innovante pour la santé et le bien-être et pour thème national : « **Notre forêt, moteur universel qui sauve des vies** ».*

La participation du Gabon à cette importante exposition Universelle a donné un coup de fouet au rayonnement diplomatique, scientifique et économique qui a dévoilé aux yeux du monde les potentiels thérapeutiques médicaux et scientifiques issus de nos écosystèmes forestiers dans le domaine de la santé publique.

## **MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA**

## RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le Ministre a rendu compte au Conseil qui en a pris bonne note la communication concernant la participation de notre pays aux travaux de la 42<sup>ème</sup> session du Conseil des Ministres Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) qui s'est tenue à Conakry, en République de Guinée, du 19 au 25 mai 2025.

A l'issue des travaux, le Gabon a été choisi, à l'unanimité, pour abriter la 43<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des Ministres en 2026.

## MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE LA TRANSFORMATION LOCALE

Le Ministre a présenté au Conseil qui l'a approuvé le projet portant sur la mise en œuvre du Centre d'appui à la technologie et à l'innovation (CATI).

Le CATI est un projet initié conjointement par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) et l'État Gabonais à travers l'Office Gabonais de la Propriété Industrielle (OGAPI) pour stimuler l'innovation et la croissance économique.

Sa mise en œuvre permettra de favoriser la création des activités génératrices de revenue novatrices ou innovantes en vue de devenir, à moyen et long terme, un outil de développement au service de la population.

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE LA CONSTRUCTION

Le Conseil a pris acte de la communication du Ministre relative au retard majeur enregistré sur les chantiers routiers Ndendé-Tchibanga et Tchibanga-Mayumba, infrastructures stratégiques pour l'intégration nationale, dont les travaux sont à l'arrêt depuis huit mois. Conscient de l'importance de ces axes pour le désenclavement et le développement économique du Sud du pays, le Conseil a instruit le Ministre concerné, en coordination avec son collègue de l'Économie, de prendre sans délai toutes les dispositions nécessaires pour lever les blocages financiers et techniques, et permettre la reprise rapide des travaux. L'objectif est d'assurer, dans les meilleurs délais, une circulation fluide et sécurisée des usagers, tout en préservant les ouvrages déjà réalisés.

**Enfin, le Conseil des Ministres a entériné plusieurs mesures individuelles, dont les principales portent sur les nominations**

suivantes :

## **PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

**Haut Représentant Personnel du Président de la République : M. Jonathan IGNOUMBA.**

### **Grande Chancellerie des Ordres Nationaux**

- **Conseiller du Président de la République, Directeur central de la Grande Chancellerie : Lieutenant-colonel Guy Roger BIGNOUMBA MAPANGOU.**

### **Cabinet du Haut Représentant Personnel du Président de la République Dr. André Jacques AUGAND**

- **Conseillers du Président de la République : MM.**
  - **Patrick Yvon RATANGA ;**
  - **Igor Arnaud ONANGA ;**
- **Attaché de Cabinet à la Présidence de la République : M. Octave Davy ROKHEWA .**
- **Secrétaire de Cabinet du Président de la République : Mme. Shermia Yvonne Keshia FORET OWANGA.**
- **Chargé de Missions du Président de la République : M. Eric Wendrill IZAKINOT.**

### **UNITE SPECIALE DE SECURISATION ET DU CONTROLE DU SECTEUR DES HYDROCARBURES**

- **Coordonnateur Général : Général de Brigade BATCHIELILY Léopold Richard, confirmé.**
- **Coordonnateur Général Adjoint : Colonel BARROS GOMES Cédric, confirmé.**
- **Conseillers du Président de la République : MM.**
  - **Verlin OBAME NKOGHE, confirmé ;**
  - **Blair OMBINDA GAHILA, confirmé ;**
  - **Arsène BOUNDZANGA, confirmé ;**

- **Olivier Rodrigue ROBOTY ONWONDAULT**, confirmé.
- Attachés de Cabinet à la Présidence de la République :
  - Brigadier-Chef Major **OKPWE ASSOUMOU Murphy**, confirmé ;
  - Sergent-Chef Major **ELLA NANG Wilfried**, confirmé.
- Secrétaires de Cabinet du Président de la République :  
MMES.
  - Brigadier-Chef **MENZOUGHE Rémy Mathieu**, confirmé ;
  - Sergent-Chef **MASSALA Yourri Madrux**, confirmé.

## **SECRETARIAT GENERAL DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

Département patrimoine et intendance générale des Palais présidentiels

- Attachée de Cabinet à la Présidence de la République : Mme. **Juliette Olga KOGOU**, confirmée.

## **CABINET DU VICE-PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

- Conseiller Spécial du Président de la République, Directeur de Cabinet du Vice-Président de la République : M. **Jean MBADINGA MBADINGA**.
- Secrétaire Particulière du Vice-Président de la République : Mme. **Huguette NZAMBA NZAMBA**.
- Secrétaires de Cabinet du Président de la République :  
MMES.
  - **Corile Tania MADJINOU NGADJI ;**
  - **Marie Agnès NYAMATSIENGUI ;**
  - **BIDJONGOU NZAMBA.**
- Conseillers Spéciaux du Président de la République :  
MM.
  - **Jean Claude MATIBA ;**
  - **Jean Louis KOMBILA ;**
  
  - **Jean Eusèbe NGUEMA EDZO ;**
  - **Justin MAGANGA MANFOUMBI ;**
  - **Eric Wilfrid MOUSSIROU.**

- Conseillers du Président de la République :  
MM.

- **Kenn Baudry BOUDIANDZA DICKA ;**
- **MAVOUNGOU MAVOUNGOU.**

MME.

- **Clarisse Marie SOUGOU.**

- Attachés de Cabinet à la Présidence de la République :  
MMES

- **Rosilia Gilda NGABINA ;**
- **Rosalie MBADOUMA.**

- Chargés de Missions du Président de la République :  
MM.

- **Claude Bertrand MOUELE ;**
- **Claudestin Paul IWANGO DE IWANGO ;**
- **Ismaël Vladimir DJIEMBI DJIEMBI.**

MME

- **MADJINOUBADINA.**

- Intendant : Mme. **Dalicia ANKAM.**

### **CABINET DU VICE-PRESIDENT DU GOUVERNEMENT**

- Directeur de Cabinet : M. **Alain REMPANOT MEPIAT.**
- Directeur de Cabinet Adjoint : M. **Arsel MORO NGUI.**
- Chef de Cabinet : M. **Marceau MALEKOU.**
- Conseiller Juridique : M. **Lionnel Yannick MOUSSAVOU.**
- Conseiller en Communication : M. **Etienne Francky MEBA ONDO.**
- Conseiller Diplomatique : M. **Wilfried Charles OTCHANGA.**
- Conseillers Techniques :

MMES

- **Marthe FAUSTHER ;**
- **Annie Flore MFOULA NGHANGY.**

MM.

- **Pr Symphorien ENGONE MVE ;**
- **Pr Giscard ASSOUMOU ELLA ;**

- Eloi **BLAMPAIN** ;
- Jean-Marie **NTOUTOUME ESSONO** ;
- Kern Terence **IPONGA BODI** ;
- Edgard **MVELE OBIANG** ;
  
- Jacques Mathias **MANGANGUELA** ;
- Marc Arthur Emery **NGUEMBE EKIA** ;
- Juste Alfred **AMBOURHOUE** ;
- Stessy **AMIAR** ;
- Diabel **ANGUILE DIALO** ;
- Ernest Lionel **ANTCHOUEY OGOUEROWO** ;
- Hyacinthe **BAMBA**.

- Secrétaire Particulière du Vice-Président du Gouvernement : Mme. **Lucie BOA MBENDJE épouse ROBOTY.**

- Attachés de Cabinet à la Présidence de la République :  
MMES

- **Blandine OBONE EBANG épouse BEKA** ;
- **Hélène OSSEY.**

MM.

- **Yannick Frantz IGOHO** ;
- **Valery Arsène MBOKO** ;
- **Rodney MBENG EKOREZOK** ;
- **Denis DAMAS** ;
- **Aubin MBEANG OBIANG** ;
- **Colette Manuella AMORISSANI ZIZA.**

- Chargés de Missions du Président de la République :  
MMES.

- **Malika Marlène FIOCCA .**

MM.

- **Gérard GNAMBAULT OGOWET** ;
- **Pierre Stéphane NGUEMA BIBANG** ;
- **Kevin MOUKADI** ;
- **Jean Pierre KOMBILA NZIENGUI** ;
- **Wilfrid Wildor EKOBO** ;
- **Eric NGUEMA**
- **Salem Ly Landry MOUSSAVOU.**

- Secrétaires de Cabinet du Président de la République :

MMES.

- **Dieynaba SOW épouse NZANG EKOUMA ;**
- **Jeanne Elsy OGOUERA OTCHANGA ;**
- **Iris Raymonde MAROUNDOU N'GANGUI ;**
- **Constantine NYANGONE ZOGO ;**
- **Elisabeth MANGUA ;**
- **Roseline AKELE EDOU.**

- Chef du Protocole : M. **Salatou ASSAN.**
- Chargés du Protocole :

MM.

- **Anicet RATANGA ;**
- **William NTCHANDY ;**
- **Sylvie Carine PEA MAKABI.**

- Intendance du Vice-Président du Gouvernement
  - Intendants.

Mme **Ligie Nadège NGONTANG AHOUNOU ;**

- **Franck EDOU MINKO.**

- Chef du Service Documentation et Archives
  - Mme **Laure Laetitia MOULONGOU ;**
  - **M. Renaud Louis Jacques IVENDAGOTINA DOWE.**
- Chef du Service Courrier
  - Mme **Prisca Anouchka NSEFOUME MENDOME épouse FANGUINOVENY ;**
  - Mme. **Diane Larissa AVOME NGUEMA épouse IVEGA.**
- Aide de Camp : Lieutenant **WORA Junior.**
- Agents de Sécurité :
  - Adc **MAMBENDA MOUPENDE Yannick ;**
  - Sergent **NGOMA YOGO Venance Chapsall ;**
  - Cch **MPIGA NGOUNDA Annie Fryd ;**
  - **Patrick Henri NOMBO.**
- Chauffeurs :
  - **Jean de Dieu KOMBILA ;**
  - **Sch LABOMO MPIGA Fred Wesley ;**
  - **Jonathan NDENDJIE ;**
  - **Sylvie LEWEMBE.**

**MINISTERE DES TRANSPORTS, DE LA MARINE MARCHANGE ET DE LA LOGISTIQUE**

## **CABINET DU MINISTRE D'ETAT**

- Directeur de Cabinet : M. **Abel NYAMA.**
- Conseiller Diplomatique : Mme **Vanina Olivia MBOU DJOUNGA épouse OBIANG ETOUGHE.**
- Conseiller en Communication : **Mme Orphée BOUSSOUGOU BOUSSOUGOU.**
- Conseillers Techniques :

MM.

- **Nestrick Leyris MOMBO ;**
- **Yann MEFANE ;**
- **Laurent ABESSOLO MVE ;**
- **Thomas EBOUNGOU ;**
- **Crépin MANFOUMBI MENGARA ;**
- **Paule BIKYE MENDOGO ;**
- **Wilfried Stéphane IGOWA RERAMBYAH.**

MME.

- **Flore MOUSSAVOU-MAPAGA ;**

- Chargés d'Etudes :

MM

- **Gilles BARDOS KOUANGA BOUNDA ;**
- **Mac Dexter DJIGATH OBIER**

MME.

- **Heroica Isadora AZIZET NDJOUNBINI ;**
- **Morgane ONTALA LEWOU ;**

- Chargés de Missions :

MM

- **Blaise Pascal MIAMME MINSOKO ;**
- **Gaspard MEZUI OVONO ;**
- **Samson Amour DIVASSA.**

MMES

- **Prunella Coralie MBOUMBA NDJIMBI ;**
- **Brenda Lucie PAMA.**

- Secrétaire Particulière du Ministre d'Etat : Mme. **Yael Ines YAKUMU YAMUTU YANGARI.**

- Secrétaire de Cabinet :

Mmes

- **Edwige Sophie HOUNNOU ODOUKA épouse OUGOULA ESSONGUE ;**
- **Carine MOULONGOU MFOUBOU ;**

- **Ingrid Iness MAGNOUMBA ;**
- **Dalia Ursula Thecle NGOVET.**

- Secrétaire Particulière du Directeur de Cabinet : Mme. **Vanessa Efi NDOUTOUME NGWAZIWO.**
- Chef du Protocole : M. **Wilfrid Hugues OGOUAMBA ROCKOUNGOU.**
- Aide de Camp : Lieutenant **BOUCHARD Anthony Axel.**
- Agents de Sécurité :
  - Sergent-Chef Major **MOUBISSANGOYE LOUMBI Grouse ;**
  - Sergent **OBIANG ELLA Gauthier Severyn.**
- Chauffeur Particulier : M. **Childeric Bryll NGOMA DICKARADOH.**

## **ORGANISME SOUS TUTELLE**

### **COMPAGNIE NATIONALE DE NAVIGATION INTERIEURE ET INTERNATIONALE (CNNII)**

- • Directeur Général : **M. Alexis MPIGA OKOUMBA, confirmé.**

### **CONSEIL GABONAIS DES CHARGEURS (CGC)**

- • Conseiller du Directeur Général : **Mme. Elvire Exaverie KOMBA YEMBA,** en remplacement de **Mme. Jacqueline Olga EKOUME,** admise à faire valoir ses droits à la retraite.

### **AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE (ANAC)**

- Conseiller du Directeur Général : **M. Toussaint MVOLA NDONG,** en remplacement de M. Davy Gatiem OVONO OBIANG, remis à son administration d'origine.

## **MINISTERE DE LA REFORME ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS**

### **CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ET ENVIRONNEMENTAL**

- Directeur de Cabinet : M. **Florent NDONG MOURE.**
- Secrétaire Particulière du Président : Mme. **Gerdhale ITOUNDOU épouse ONIANE.**
- Secrétaire Particulière du Directeur de Cabinet : Mme. **Nancy Cornelia NDONG NZE.**
- Secrétaire de Cabinet : Mme. **Yvette DILAMENOU.**
- Conseillers :

MMES

- **Aïssa OUMAR ;**
- **Léa BIFANE ;**
- **Christelle MOAVELE ;**
- **Andréa Noelle MENGUIRE ;**
- **Rose LELANI épouse EKOUA.**

MM.

- **Patrice Florentin MALEKOU ;**
- **Tanguy BISSA BI MBELE ;**
- **Alain Martial AKUE ;**
- **Maxence Valjean NDZE NZE ;**
- **Davy Narcisse MENDONG ;**
- **Ronny Paolo NGWA ;**
- **Modeste SOLE MENDOME ;**
- **Paterne HOMOABEWA.**

- Chargés d'Etudes :

MM

- **Gaius N'NAH EKWAGHE ;**
- **Yohann Hilaire MINKO ONDO ;**
- **Parfait EBANGO.**

- Attachés de Cabinet :

MM

- **Mme Elisabeth Christelle ABENDANG EVOUNA ;**
- **Sylver BIKE ;**
- **Edouard NKOGHE EDZANG ;**
- **Ismaël ONGANGA NGAILA.**

- Directeur du Protocole : **M. Fabien Archange MENIE MENZOGHE ;**

- Chef du Protocole : **M. Simplicie EDANG MENGUIRE ;**

- Agent de Protocole : **M. Christian BILONG BI EKANG**

- Attachés de Presse :

MM

- **Norly BONGHOTA ;**
- **Médard NKWELE NZE ;**
- **Amar TSAVO.**

- Chargés de Missions :

MMES

- Gisèle KEMBOUNE ;
- Nadège Line LONG épouse NDONG ;
- Popina NZOGHE OVOULA.

MM

- Ronald ENGOUA MUENDZE ;
- Jean Claude MBA MEYE ;
- Gustave ANGOUE NZOUGHE ;
- Aimé YANGA ;
- Alfred GNALE MESSIA ;
- Louis DJIGNANE ;
- Albert MASSONA ;
- Aristide MAKOSSO ;
- Jean MINKO BEWOULE ;
- Inoussa CHAIBOU ;
- Rodrigue MESSIMO.

- Chauffeur Particulier : M. Nicolas ONA MINKO ;
- Agents de Sécurité :
  - Sergent-Chef NZE N'NAH Patchely ;
  - Sergent-Chef MOUNDOUNGA Amour.
  - Sergent-Chef BENDZA MPEA Friedman ;
  - Caporal BOIDJA Wilfried Ezéchiel.

#### SECRETARIAT GENERAL

- Secrétaire Général : Mme. Aimée Bertille ITSIEMBOU, confirmée ;
- Secrétaire Général Adjoint : M. Guy-Roger MENGUE M'AMVAME, en remplacement de Mme Adèle Mireille AKELE ONDO, remise à la disposition de son administration d'origine.

#### DIRECTION GENERALE DES ETUDES, DU SUIVI THEMATIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

- Directeur Général : M. Tony NGNARE ABEIGNE ;
- Directeur Général Adjoint : Mme Stellas MAMBOUNDOU MOUKETOU.

#### DIRECTION DES ETUDES ET DE LA PROSPECTIVE

- Directeur : M. Kevin ABOGHE NGYE ;

#### SERVICE ETUDES, ENQUÊTES ET PROSPECTIVE

- Chef de Service : M. Jolion MEVENE AGNEGHE.

## **SERVICE SUIVI THEMATIQUE ET COMPTE RENDU**

- Chef de Service : **M. Durvy Herguet YOKA LEKOUMA.**

## **SERVICE SEANCE, SECTION ET JOURNAL DES DEBATS**

- Chef de Service : **Mme. Raïssa MEDZAGANE ME NANG.**

## **DIRECTION DES RELATIONS INSTITUTIONNELLES, DE LA DOCUMENTATION ET DE LA PUBLICATION**

- Directeur : Mme. **Danielle NKAMA LACKO ;**

## **SERVICE RELATIONS INSTITUTIONNELLES**

- Chef de Service : **M. Max Yvan Shevy MAKAYA MAKAYA.**

## **SERVICE DOCUMENTATION, BIBLIOTHEQUE ET ARCHIVES**

- Chef de Service : Mme. **Georgina ANDEME MENDAME.**

## **DIRECTION GENERALE DES SERVICES ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET DES RESSOURCES HUMAINES**

- Directeur Général : **M. Richelieu ZUE OBAME ;**
- Directeur Général Adjoint : **M. Aymar MBINA YEMBI**

## **DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS**

- Directeur : **M. Bruce MOUGOUBIT MAMFOUMBI ;**

## **SERVICE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES**

- Chef de Service : **M. Martial OWONO ELLA ;**

## **SERVICE PATRIMOINE, MAINTENANCE ET TRANSPORTS**

- Chef de Service : Mme. **Gaëlle MVE OBIANG épouse NGUIMBI ;**

## **SERVICE INFORMATIQUE**

- Chef de Service : **M. Ulrich IYOHOU HOBOUYA ;**

## **DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES**

- Directeur : Mme. **Perpetue NTANG NZOGHE ;**

## **SERVICE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

- Chef de Service : Mme. **Chantal OYANE ONDO ;**

## **SERVICE ACTES DE GESTION, FORMATION ET PARCOURS PROFESSIONNELS**

- Chef de Service : Mme. **Doris MPIGA** ;

## **SERVICE DES AFFAIRES SOCIALES ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

- Chef de Service : Mme. **Liliane MABAMBA** ;

## **MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION, CHARGE DE LA DIASPORA**

### **Attachés de Défense :**

- 1) • Attaché de Défense auprès de la République d'Afrique du Sud :  
**Lieutenant Colonel Franck IGAMBA IVENDENGANI**
- 2) • Attaché de Défense auprès de la République du Congo :  
**Lieutenant Colonel Anicet OPAMA**
- 3) • Attaché de Défense auprès de la République de Côte d'Ivoire :  
**Colonel Barthélemy LEYOUMA**
- 4) • Attaché de Défense auprès de la République d'Egypte :  
**Lieutenant Colonel Emmanuel MBA-MOZOGO**
- 5) • Attaché de Défense auprès de l'Ambassade du Gabon en République Démocratique du Congo : **Lieutenant-Colonel Guy Roger NGABOU**
- 6) • Attaché de Défense auprès de la République de Guinée Équatoriale : **Lieutenant Colonel Arnauld OBIANG-OBIANG**
- 7) • Attaché de Défense auprès de la République du Sénégal :  
**Commandant Ferdinand MIZERE MABENGUE**
- 8) • Attaché de Défense auprès de l'Ambassade du Gabon, Haute Représentation de la République gabonaise, près la République française : **Colonel Romaric PANGOU**
- 9) • Attaché de Défense auprès de la République de Turquie :  
**Colonel Guy Landry EKE**

## MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX, CHARGE DES DROITS HUMAINS

### CABINET DU MINISTRE

- Secrétaire de Cabinet : Mme. **Nadège DOUTSONA MAMBOUNDOU**, en remplacement de Madame Malaikha Sherone METAUME MEMIAGHE.
- Chargée de Missions : Mme. **Gisèle BIYE**.

### SECRETARIAT GENERAL

- Chargée d'Études du Secrétaire Général de la Chancellerie : M. **Loïck Lama MOUSSOUNDADAMBA NDEMENGOYE**.
- Conseillers Techniques :
  - o M. **Jean Claude Béranger DJEME** ;
  - o M. **Jean Boniface KOUBANGOYE** ;

## MINISTERE DE L'ACCES UNIVERSEL A L'EAU ET A L'ENERGIE

### CABINET DU MINISTRE

Conseiller Technique : M. **Ignace Gullit MATSINGA MINGUILA**.

## MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS

### CABINET DU MINISTRE

Aide de Camp : Brigadier-Chef Major **M'BINGHOU ALLINI Guy Blanchard**.  
Aide de Camp : Brigadier-Chef **MOUDENDE MOUNGARA MOUNGA Donald**.

## MINISTERE DU PETROLE ET DU GAZ

### CABINET DU MINISTRE

- Conseiller en Communication : Mme. **Mariette ENGONGA**.
- Chargé de Missions : M. **Doubana Arnold NGUEMA EDOU**.
- Chef du Protocole : M. **Alix OLLOMO TOMO**.
- Chauffeur Particulier du Ministre : M. **Mac-Gill ALLOGO ALLOGO**.

## MINISTERE DE LA SANTE

### CABINET DU MINISTRE

- Conseiller Technique : Mme. **Léa MANGA**.
- Chargés de Missions :

MM.

- **Eric NZENGUE ;**
- **Alban BOUSSENGUI BOUSSENGUI ;**
- **Bernabé MOUBEYI.**

## **MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

### **CABINET DU MINISTRE**

- Directeur de Cabinet : M. **Franck Jacob HOMBAHIYA.**
- Conseiller Juridique : Mme. **Reine Sylvie TSONGA.**
- Conseiller en Communication : Mme. **Nolivé Francky NGAYOUGA OKOME épouse AUBIANG.**
- Conseiller Diplomatique : M. **Elie Jérémie NDONG.**
- Conseillers Techniques :
  - M. **Jean Claude Béranger DJEME ;**
  - M. **Jean Boniface KOUBANGOYE ;**
  - M. **Jean Zobel AHOUKA ;**
  - M. **Aimé TONDA MANGUENDJI ;**
  - M. **Jeremy Rodelain ANATO LALOUNNA ;**
  - M. **Herbert DJOBA NGONDET.**
- Chargés d'Etudes :  
MM.
  - **Synatra N'DJANA ;**
  - **Pierrick OKIA KOUBEBOUZA ;**Mmes
  - **Lorna Inelle BAMBIANGOME ;**
  - **Eldina BALENDEME.**
- Chargés de Missions :  
MM.
  - **Clotaire YOUMBOUZANGA ;**
  - **Jules AKOUELE ;**Mmes.
  - **Stella Claudine MATSEHA ;**
  - **Juliette ISSOWA.**
- Secrétaire Particulière du Ministre : Mme. **Ulriche Stévie REMANDA NZANG épouse MEBALE.**
- Secrétaire de Cabinet :

Mmes

- **Flora EKOZOWAKA NGUEMASSA ;**
- **Aimée Maguelonne AGOMDE OTANDO**
- Secrétaire Particulière du Directeur de Cabinet : Mme. **Emma Stélla AKERE ODIDI LIKASSA.**
- Chef du Protocole : Mme. **Alida NDOMBI KOUMA.**
- Chauffeur Particulier du Ministre : Sergent **NDOULET MODIMOUKO Vital Vivien.**
- Aide de Camp : Sergent-Chef **HENDJE Aimé Blaise.**
- Agent de Sécurité : Sergent **BIBOUTOU BILOSSO Joël**

## **MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS**

### **CABINET DU MINISTRE**

- Directeur de Cabinet : M. **Yvon Fabrice MOMBO.**
- Conseiller Juridique : M. **Rolf Aurélien Alain NDONG NZE.**
- Conseiller en Communication : Mme. **Wivine Sébiyera OVANDANG épouse ABESSOLO.**
- Conseiller Diplomatique : M. **Jean-Claude Lionel NGOMA.**
- Conseiller Économique et Financier : M. **Jessée Stanley MAPELA KOUMICKY.**
- Conseillers Techniques :  
MM
  - **Millot Lambert MOUVINDE ;**
  - **Roland MEDZEGHE M'ONDO ;**
  - **Patrice MEWOUNE ;**
  - **Igor Kévin MOUYEBISSY.**
- MME
  - **Céline Stérina KENGUE-MOUKOUMBI épouse BAKAKAS LIPOYE.**
- Chargés d'Études :  
MM
  - **Erwane NDONGO MAYOMBO ;**
  - **Jefferson MOUTENDI MBIMBI ;**
  - **Lionel LISSENGUET .**
- MME
  - **Vanellia Carolle KOMBA PENDI .**
- Chargés de Missions :  
MM
  - **Damhsiskat BOUSSAGA NGUELE ;**

- **Luc MBOUMBA .**

MME

- **Anicia Noëline GNOMBA MOMBO ;**
- **Suzanne GOUMBOU.**

- Secrétaire Particulière du Ministre : Mme. **Syna OKOMO OKOUE.**

- Secrétaires de Cabinet :

Mmes

- **Fabiola Nestha KOMBA NGOMA ;**
- **Shaïda Perle Chancia MAPIKA ;**
- **Micheline MOUSSAVOU.**

- Secrétaire Particulière du Directeur de Cabinet : Mme. **Moira Graziella NGOULOU.**

- Chef du Protocole : M. **Boris Dimitri NDJENKI.**

- Chauffeur Particulier du Ministre : M. **Jean-François Yannick NZENG NGUEMA.**

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE, DE LA DIGITALISATION ET DE L'INNOVATION**

**CABINET DU MINISTRE**

• Directeur de Cabinet : Mme. **Belle Guillène NSE ESSONO épouse MBOTY.**

• Secrétaire Particulière du Ministre : Mme **Nelly Elvine KENGUE.**

• Secrétaire Particulière du Directeur de Cabinet : Mme **Diane-Marcelle MVELE épouse LECKAT.**

- Conseiller en Communication : Mme **Sarah ABOUNA MBOU AWAOU épouse LANOIX.**

- Conseiller Juridique : M. **Loïc APANGA.**

- Conseiller Diplomatique : Mme **Claudia BANAVE épouse INGUEZA.**

- **Conseillers Techniques :**

**MM**

• **Yves Benoit ANDECKO AKANDA AMADOU BA, confirmé ;**

• **Youri Joseph LIWUMBE YANGARI, confirmé ;**

**MME**

• **Marie Keeshia ONDZOUNGA, confirmé ;**

• **Ghaboub Djazia Philomène AMBIMBA épouse VARRE DJAZIA .**

- **Chargés d'Etudes :**

**MM**

- **Arnaud Vianney MADEBE .**

**MME**

- **Claude Priscile MADOUNGOU BOUDIANGA ;**
- **Sarah-Cherita LENDOYE-TSIBAH.**

- **Chargés de Missions :**

**MM**

- **EFEROL MBINGA ;**
- **Georges MIMBI ;**
- **Anicet Samuel MOUNANGA.**

- **Chef du Protocole : M. Rodrigue LOUNDOU.**

- **Secrétaires de Cabinet :**

**Mmes**

- **Prisla MAPIO ;**
- **Rebecca Idene AMMA ;**
- **Leslie POUNAH KOUMBA.**

- **Aide de Camp : M. Auriol Coster NGOULOU.**

- **Agent de Sécurité :**

**MM**

- **Nicaise BOYENDOU ;**
- **Jean Yannick MOMBO.**

- **Chauffeur Particulier : M. Jonas MOUSSELIKI MAGNANGA.**

**MINISTERE DE L'ENTREPRENEURIAT, DU COMMERCE, DES  
PME/PMI**

**CABINET DU MINISTRE**

- **Directeur de Cabinet : M. Célestin NZENGUE.**
- **Conseiller Juridique : M. Lucas Arsène TONDA NDONGO.**
- **Conseiller en Communication : M. André Yves MVONO  
ABESSOLO.**
- **Conseiller Diplomatique : M. Afif SAFA ONANGA.**
- **Conseillers Techniques :**

**MM**

- René LAKISSI MAKOSSO ;
- Jean-Jaurès BOUNDZANGA ;
- Moussa ELLA DJAKETE ;
- Ulrich Christophe AWOUMOU O. BALA ;
- Arnel Ferryse MICKALA NDJEGOU ;

MME

- Carmelle Claire Newmam ETEGUE ;

- Chargés d'Etudes :

MM

- René LAKISSI MAKOSSO ;
- Laurent Danny Lloyd NZAMBA MAVIOGHA ;
- Rolli DIHIBA PEREZ ;
- Hubert Roger KONGO MAYOMBO.

MME

- Michelle Tricia TCHINGA-TCHINGA.

- Chargés de Missions :

MM

- Guy Romuald KOUMBA ;
- Médard YOUBI TOUNDA ;
- Francky Arsène NGUEMA ONDO ;

MME

- Sonia Guilaine KENGUE MBOUMBA ;

- Secrétaire Particulière du Ministre : Mme. Illéna PEMBA.

- Secrétaires de Cabinet :

Mmes

- Junitta Queen Génonie NGOUONI NDJALI ;
- Shery Line ANDEM ENGONGA.

- Secrétaire Particulière du Directeur de Cabinet : Mme. Laïka Ornella MANFOUMBI NZIGOU.

- Chef du Protocole : M. Idris Paterne BENHA YEBE.

- Chauffeur Particulier du Ministre : M. Milco MOUISSI.

**Je vous remercie.**